

166/2019 - 30 octobre 2019

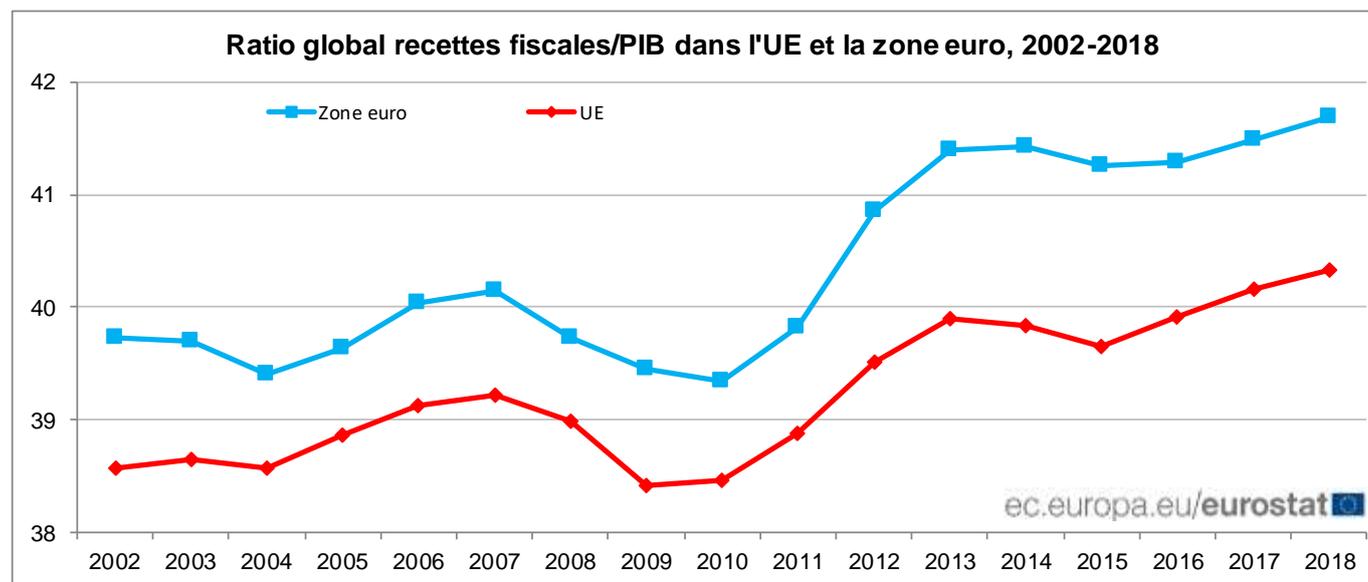
## La fiscalité en 2018

**Le ratio recettes fiscales/PIB dans l'UE atteint 40,3%**

## Un rapport de 1 à 2 entre États membres

Le ratio global recettes fiscales/PIB, autrement dit la somme des impôts et des cotisations sociales nettes en pourcentage du produit intérieur brut, s'est élevé à 40,3% dans l'**Union européenne** (UE) en 2018, légèrement en hausse par rapport à 2017 (40,2%). Dans la **zone euro**, les recettes fiscales représentaient 41,7% du PIB en 2018, soit au-dessus du taux de 41,5% de 2017.

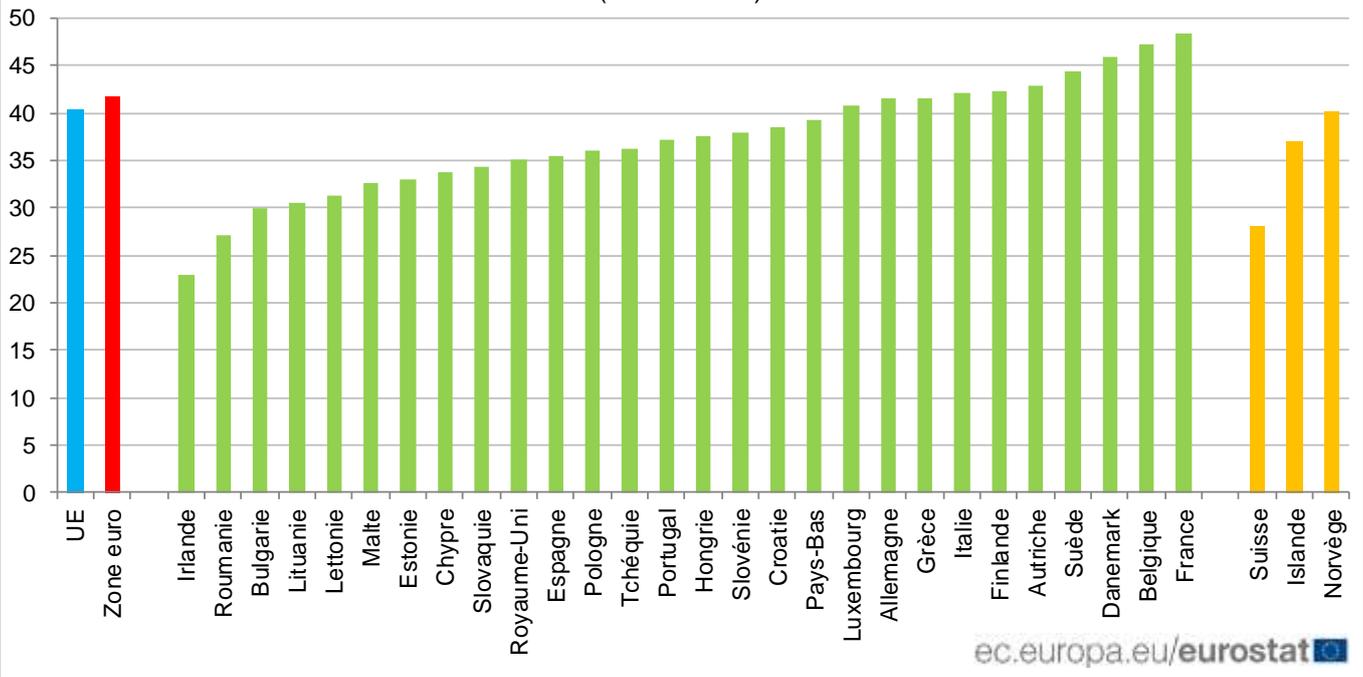
Ces informations sont issues d'une publication d'**Eurostat**, l'**office statistique de l'Union européenne**. Les indicateurs fiscaux sont compilés dans un cadre harmonisé sur la base du système européen des comptes (SEC 2010), permettant une comparaison précise des systèmes fiscaux et politiques fiscales entre États membres de l'UE.

**Ratio recettes fiscales/PIB le plus élevé en France, en Belgique et au Danemark**

Le ratio recettes fiscales/PIB varie sensiblement d'un État membre à l'autre, les parts les plus importantes d'impôts et de cotisations sociales en pourcentage du PIB en 2018 ayant été enregistrées en **France** (48,4%), en **Belgique** (47,2%) et au **Danemark** (45,9%), suivis de la **Suède** (44,4%), de l'**Autriche** (42,8%), de la **Finlande** (42,4%) et de l'**Italie** (42,0%).

À l'autre extrémité de l'échelle, l'**Irlande** (23,0%) et la **Roumanie** (27,1%), devant la **Bulgarie** (29,9%), la **Lituanie** (30,5%) et la **Lettonie** (31,4%) ont enregistré les ratios les plus faibles.

## Recettes totales issues des impôts et cotisations sociales dans les États membres de l'UE, 2018 (en % du PIB)

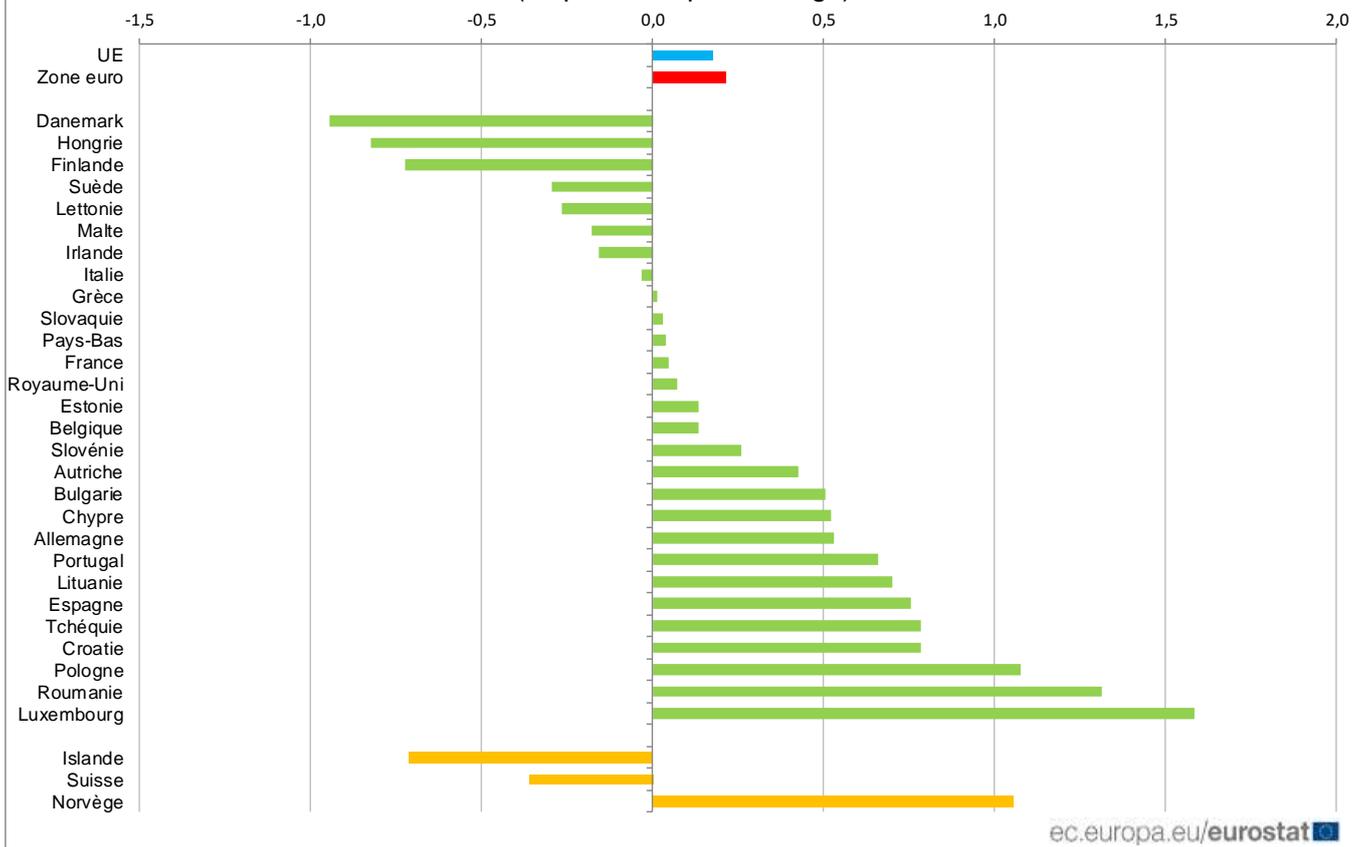


### Plus forte hausse du ratio impôts/PIB au Luxembourg, plus forte baisse au Danemark

Par rapport à 2017, le ratio des recettes fiscales rapportées au PIB a augmenté en 2018 dans seize États membres, la hausse la plus marquée étant observée au **Luxembourg** (où il est passé de 39,1% en 2017 à 40,7% en 2018), devant la **Roumanie** (de 25,8% à 27,1%) et la **Pologne** (de 35,0% à 36,1%).

En revanche, ce ratio a diminué dans sept États membres, notamment au **Danemark** (où il est passé de 46,8% en 2017 à 45,9% en 2018), en **Hongrie** (de 38,4% à 37,6%), ainsi qu'en **Finlande** (de 43,1% à 42,4%).

### Évolution du ratio recettes fiscales/PIB dans les États membres de l'UE, 2018/2017 (en points de pourcentage)



## Les politiques fiscales varient selon les États membres

En 2018, les impôts sur la production et sur les importations représentaient la plus grande partie des recettes fiscales dans l'UE (comptant pour 13,6% du PIB), suivis de près par les cotisations sociales nettes (13,3%) et les impôts sur le revenu et le patrimoine (13,2%). L'ordre d'importance des catégories fiscales était légèrement différent dans la zone euro. La plus grande partie des recettes fiscales y provenait des cotisations sociales nettes (15,2%), devant les impôts sur la production et sur les importations (13,3%) et les impôts sur le revenu et le patrimoine (13,0%).

Si l'on examine les principales catégories fiscales, une nette diversité existe entre les États membres de l'UE. En 2018, la part des impôts sur la production et sur les importations était la plus élevée en **Suède** (où ils représentaient 22,4% du PIB), en **Croatie** (20,1%) et en **Hongrie** (18,6%), tandis qu'elle était la plus faible en **Irlande** (8,0%), en **Roumanie** (10,7%) et en **Allemagne** (10,8%).

S'agissant des impôts sur le revenu et le patrimoine, la part de loin la plus élevée a été enregistrée au **Danemark** (28,9% du PIB), devant la **Suède** (18,6%), la **Belgique** (16,8%) et le **Luxembourg** (16,4%). À l'inverse, la **Roumanie** (4,9%), la **Lituanie** (5,7%) et la **Bulgarie** (5,8%) ont enregistré les impôts sur le revenu et le patrimoine les plus faibles en pourcentage du PIB.

Les cotisations sociales nettes représentaient une proportion significative du PIB en **France** (18,0%) et en **Allemagne** (17,1%), tandis que les taux les plus bas ont été observés au **Danemark** (0,9% du PIB), en **Suède** (3,4%) et en **Irlande** (4,2%).

### Méthodes et définitions

Les données sont collectées par Eurostat sur la base du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC 2010). Conformément au SEC 2010, les impôts et les cotisations sociales doivent être enregistrés selon la comptabilité d'exercice.

Les données se rapportent au secteur des administrations publiques de l'économie, tel que défini dans le SEC 2010, qui comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations fédérales (le cas échéant), des administrations locales et des administrations de sécurité sociale (le cas échéant). Les données concernant les taxes perçues pour le compte des institutions de l'UE sont également prises en considération dans l'analyse. Ainsi, les données sur le revenu issu des impôts et cotisations sociales représentent toutes les recettes provenant des impôts et des cotisations sociales perçues à l'échelle de l'UE.

Le **ratio global recettes fiscales/PIB** présenté dans ce communiqué de presse correspond au montant total des impôts et des cotisations sociales nettes (y compris les cotisations imputées) dues aux administrations publiques et aux institutions de l'Union européenne, y compris les cotisations volontaires, déduction faite des montants irrécouvrables; exprimé en pourcentage du PIB. Il est une mesure de la charge fiscale. Il englobe la grande diversité des systèmes de sécurité sociale dans l'UE.

Les **impôts** sont définis comme étant des versements obligatoires, sans contrepartie, aux administrations publiques ou aux institutions de l'UE.

Les **impôts sur la production et sur les importations** recouvrent notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits perçus sur les importations, les accises, les impôts à la consommation, les droits de timbre, les impôts sur les salaires et les impôts sur la pollution.

Les **impôts sur le revenu, sur le patrimoine, etc.** recouvrent notamment l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur les plus-values, les taxes liées à la propriété et à l'utilisation de voitures par les ménages et les impôts courants sur le capital payés à intervalle régulier.

Les **cotisations sociales nettes** sont les contributions effectives ou imputées que versent les ménages aux régimes d'assurance sociale afin d'assurer le paiement de prestations sociales. Elles comprennent les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs, les cotisations sociales effectives à la charge des ménages, les cotisations sociales imputées et les suppléments de cotisations sociales à la charge des ménages. La rémunération du service des régimes d'assurance sociale est déduite des éléments susmentionnés pour obtenir les cotisations sociales nettes. Les cotisations sociales effectives sont celles qui sont versées par les employeurs, les salariés, les travailleurs indépendants et les personnes sans emploi, volontairement ou en vertu d'obligations légales, afin de financer l'assurance contre les risques sociaux (maladie, invalidité, handicap, vieillesse, perte d'un époux ou d'un parent, famille et maternité). Les cotisations sociales imputées sont celles qui sont versées dans le cadre de régimes d'assurance sans constitution de réserve (régimes dans le cadre desquels les employeurs versent des prestations sociales à leurs salariés, ex-salariés ou autres ayants droit sur leurs propres fonds, sans constitution de réserve dédiée à cet effet). Les cotisations sociales nettes comprennent également deux transactions liées aux régimes de retraite par capitalisation, dans la mesure où de tels régimes sont classés dans l'administration publique.

Le ratio recettes fiscales/PIB comprend également les impôts sur le capital, qui sont généralement de moindre importance.

Les transferts de capitaux représentant des montants dus mais non perçus sont déduits du total des impôts et des cotisations sociales nettes pour garantir la comparabilité des ratios recettes fiscales/PIB d'un pays à l'autre.

Dans la publication de novembre 2018 le ratio recettes fiscales/PIB pour 2017 s'élevait à 40,2%.

Ce communiqué de presse est basé sur le PIB transmis dans les notifications du PDE à la fin du mois de septembre 2019.

En septembre 2019, 17 États membres de l'UE et un pays de l'AELE ont mis en œuvre des révisions majeures des comptes nationaux. Ces révisions ont eu un impact sur les données du PIB, ainsi que sur les impôts et les cotisations sociales.

### Plus d'informations

[Section du site web](#) d'Eurostat consacrée aux statistiques des finances publiques.

[Base de données](#) d'Eurostat sur les finances publiques.

[Article Statistics Explained](#) d'Eurostat sur les statistiques des revenus fiscaux (disponible en anglais uniquement).

Publié par: **Service de presse d'Eurostat**

**Natalia PETROVOVA**

Tél: +352-4301-33 444

[eurostat-pressoffice@ec.europa.eu](mailto:eurostat-pressoffice@ec.europa.eu)

 [ec.europa.eu/eurostat](https://ec.europa.eu/eurostat)

 [@EU\\_Eurostat](https://twitter.com/EU_Eurostat)

 [EurostatStatistics](https://www.facebook.com/EurostatStatistics)

Production des données:

**Floris JANSEN**

**Lukas RUCKA**

**Vaida SAVICKAITE**

**Laura WAHRIG**

**Kurt WASS**

Tél: +352-4301-37 687

[estat-gfs@ec.europa.eu](mailto:estat-gfs@ec.europa.eu)

 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / [eurostat-mediasupport@ec.europa.eu](mailto:eurostat-mediasupport@ec.europa.eu)

**Recettes totales provenant des impôts et cotisations sociales**  
(en % du PIB)

	2002	2007	2012	2015	2016	2017	2018
<b>UE</b>	<b>38,6</b>	<b>39,2</b>	<b>39,5</b>	<b>39,6</b>	<b>39,9</b>	<b>40,2</b>	<b>40,3</b>
<b>Zone euro</b>	<b>39,7</b>	<b>40,1</b>	<b>40,9</b>	<b>41,3</b>	<b>41,3</b>	<b>41,5</b>	<b>41,7</b>
<b>Belgique</b>	46,6	45,5	47,8	47,4	46,6	47,0	47,2
<b>Bulgarie</b>	27,8	31,6	26,7	29,1	29,1	29,4	29,9
<b>Tchéquie</b>	33,4	34,5	34,3	34,1	34,8	35,4	36,2
<b>Danemark</b>	47,0	47,7	46,9	47,3	46,8	46,8	45,9
<b>Allemagne</b>	39,6	39,3	39,7	40,0	40,5	41,0	41,5
<b>Estonie</b>	31,1	31,1	31,7	33,3	33,8	32,9	33,0
<b>Irlande</b>	29,1	32,1	29,2	23,8	24,0	23,1	23,0
<b>Grèce</b>	34,6	33,5	38,8	39,6	41,5	41,5	41,5
<b>Espagne</b>	34,1	37,3	33,3	34,7	34,4	34,7	35,4
<b>France</b>	44,1	44,5	46,5	47,7	47,6	48,3	48,4
<b>Croatie</b>	37,7	37,0	35,9	37,3	37,8	37,8	38,6
<b>Italie</b>	39,7	41,5	43,4	43,1	42,4	42,1	42,0
<b>Chypre</b>	28,0	36,1	31,7	33,2	32,4	33,3	33,8
<b>Lettonie</b>	28,1	28,6	29,3	30,3	31,4	31,6	31,4
<b>Lituanie</b>	29,0	30,4	27,3	29,3	30,0	29,8	30,5
<b>Luxembourg</b>	38,8	37,5	39,8	38,4	38,3	39,1	40,7
<b>Hongrie</b>	37,6	39,5	39,3	39,1	39,6	38,4	37,6
<b>Malte</b>	30,8	34,2	33,7	31,6	32,1	32,9	32,7
<b>Pays-Bas</b>	35,9	36,1	36,1	37,5	38,9	39,2	39,2
<b>Autriche</b>	44,1	41,6	42,6	43,9	42,5	42,4	42,8
<b>Pologne</b>	34,1	35,5	33,0	33,4	34,4	35,0	36,1
<b>Portugal</b>	33,9	35,0	34,4	37,0	36,6	36,5	37,2
<b>Roumanie</b>	28,5	29,0	27,8	28,1	26,6	25,8	27,1
<b>Slovénie</b>	38,5	38,3	38,2	37,9	38,0	37,6	37,9
<b>Slovaquie</b>	33,0	29,3	28,8	32,8	33,3	34,3	34,3
<b>Finlande</b>	43,4	41,5	42,5	43,6	43,9	43,1	42,4
<b>Suède</b>	45,6	45,7	42,8	43,3	44,7	44,7	44,4
<b>Royaume-Uni</b>	33,2	35,0	34,3	34,1	34,7	35,0	35,1
<b>Islande</b>	33,9	38,7	34,0	35,4	50,8	37,6	36,9
<b>Norvège</b>	42,5	42,3	41,7	38,7	39,2	39,1	40,2
<b>Suisse</b>	27,7	26,3	27,0	27,6	27,7	28,5	28,1

Les données sources sont consultables [ici](#).

## Structure des recettes fiscales par grande catégorie fiscale, 2018

(en % du PIB)

	Impôts sur la production et sur les importations	<i>dont:</i>		Impôts sur le revenu, le patrimoine, etc.	<i>dont:</i>		Cotisations sociales nettes
		TVA			<i>sur le revenu des personnes physiques ou des ménages*</i>	<i>sur le revenu ou les bénéfices des sociétés*</i>	
<b>UE</b>	<b>13,6</b>	<b>7,1</b>		<b>13,2</b>	<b>9,5</b>	<b>2,7</b>	<b>13,3</b>
<b>Zone euro</b>	<b>13,3</b>	<b>6,9</b>		<b>13,0</b>	<b>9,5</b>	<b>2,7</b>	<b>15,2</b>
<b>Belgique</b>	13,9	6,9		16,8	11,8	4,3	15,7
<b>Bulgarie</b>	15,2	9,1		5,8	3,3	2,2	8,7
<b>Tchéquie</b>	12,5	7,7		8,0	4,3	3,5	15,6
<b>Danemark</b>	16,4	9,8		28,9	24,7	2,9	0,9
<b>Allemagne</b>	10,8	7,0		13,3	9,7	2,9	17,1
<b>Estonie</b>	13,9	9,0		7,4	5,4	2,0	11,7
<b>Irlande</b>	8,0	4,4		10,7	7,1	3,2	4,2
<b>Grèce</b>	17,1	8,3		10,1	6,2	2,2	14,2
<b>Espagne</b>	11,9	6,6		10,6	7,8	2,5	12,4
<b>France</b>	16,7	7,2		13,3	9,6	2,7	18,0
<b>Croatie</b>	20,1	13,5		6,5	3,6	2,3	12,0
<b>Italie</b>	14,5	6,2		14,1	11,6	1,9	13,3
<b>Chypre</b>	16,0	9,9		9,1	3,2	5,5	8,7
<b>Lettonie</b>	14,5	8,4		7,4	6,0	1,1	9,5
<b>Lituanie</b>	11,8	7,8		5,7	4,1	1,5	13,0
<b>Luxembourg</b>	12,0	6,2		16,4	9,3	5,8	12,2
<b>Hongrie</b>	18,6	9,7		6,7	5,2	1,2	12,3
<b>Malte</b>	12,9	7,5		13,4	7,3	5,6	6,2
<b>Pays-Bas</b>	12,1	6,8		12,5	8,0	3,5	14,4
<b>Autriche</b>	14,0	7,6		13,5	9,6	2,8	15,2
<b>Pologne</b>	14,3	8,1		7,8	5,3	2,1	14,1
<b>Portugal</b>	15,4	8,8		10,1	6,5	3,3	11,7
<b>Roumanie</b>	10,7	6,4		4,9	2,4	2,1	11,5
<b>Slovénie</b>	14,3	8,2		7,8	5,3	1,9	15,8
<b>Slovaquie</b>	12,1	7,0		7,3	3,6	3,3	15,0
<b>Finlande</b>	14,2	9,1		15,9	12,2	2,5	11,9
<b>Suède</b>	22,4	9,2		18,622	15,1	3,1	3,4
<b>Royaume-Uni</b>	13,1	7,0		14,0	9,1	2,7	7,8
<b>Islande</b>	14,5	8,7		18,7	15,0	2,4	3,5
<b>Norvège</b>	12,2	8,4		17,7	10,0	6,8	10,2
<b>Suisse</b>	5,9	3,3		15,5	8,7	3,2	6,7

\* y compris les taxes sur les gains de détention  
Les données sources sont consultables [ici](#).

La somme des composantes ne correspond pas au total: les chiffres ont été arrondis et certains autres impôts n'ont pas été pris en considération dans le tableau.